

19 novembre 1992 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, sur l'héritage de Jaurès et le socialisme, sur le bilan de la gauche, sur la défense des valeurs républicaines et des droits du citoyen, Carmaux le 19 novembre 1992.

Monsieur le maire,

- Comment ne serais-je pas sensible à vos paroles de bienvenue ? Vous l'avez rappelé, ce n'est pas la première fois que je viens dans cette ville. Elle peuple la mémoire des Français et particulièrement, bien entendu, de ceux qui ont choisi la voix du socialisme. Une continuité d'un siècle et, un siècle avec bien peu de maires : on reste longtemps à disposer ici de la confiance de ses concitoyens !

- Je sais que, aux premiers jours de Jean-Baptiste Calvignac, on pensait, dans les milieux conservateurs, que c'était un échec assuré. La classe ouvrière ne saurait pas gérer sa ville. C'est le contraire qui s'est produit et les électeurs de Carmaux l'ont bien démontré qui peuvent fêter leur centenaire de fidélité.

- Cela fait chaud au cœur que de vous retrouver. On vient d'inaugurer une bibliothèque. Vous vous inscrivez dans ce grand mouvement culturel qui n'a pas connu de période semblable dans l'histoire de la République et qui a vu se multiplier les bibliothèques, en particulier une bibliothèque centrale par département, une bibliothèque municipale, des milliers de bibliothèques avec des contributions locales en plus de celle de l'Etat qui représente 2 milliards. On a compris ici que la culture était un instrument de libération humaine, l'approche du savoir, de la connaissance. Peut-on jamais dire que l'on connaît ou que l'on sait ? Ce serait bien prétentieux. Mais un lent travail conduit à mieux connaître et pénétrer les secrets de la matière et d'approcher, même si la route reste immense à parcourir, la relation entre l'homme et ce qui l'entoure, entre sa vie et sa mort, entre la permanence des sociétés et la continuité qui veut que l'on transmette, de l'un à l'autre, ce qui a été appris dans les anciens temps et qui s'épanouira dans les temps futurs. Vous avez fait là oeuvre utile en exploitant un bâtiment très beau, qui pouvait rester comme une sorte de témoignage d'un échec, d'un temps disparu, un vestige d'une époque où Carmaux était autre chose. Pourtant, c'était votre devoir et vous l'avez compris, il fallait que Carmaux restât ce qu'elle était tout en tenant compte des réalités nouvelles et modernes qui lui ont infligé beaucoup de sacrifices, beaucoup de peines mais qui n'ont pas interdit aux générations nouvelles d'espérer et la preuve ? Il suffisait de traverser tout à l'heure vos rues pour se rendre compte - je m'en rendais compte à douze ans de distance - à quel point elle s'équipait, elle se modernisait, s'éclairait, Carmaux est toujours vivante et bien vivante.

La vie est comme ça, elle est faite de beaucoup de peines et de malheurs, elle est faite aussi de volonté et d'espérance et c'est bien ce à quoi je dois penser chaque jour, dans la responsabilité qui est la mienne, où j'ai naturellement plus tendance à voir ce qui ne va pas que le reste, à m'en inquiéter, à souhaiter apporter davantage et mieux aux Français qui m'ont fait confiance. Mais tout de même, à l'heure du bilan, on peut estimer que ces années là - elles seront bientôt au nombre de douze - ont changé considérablement le visage du pays et sa substance même et c'est pourquoi ceux qui ont bien voulu contribuer à cette entreprise doivent, s'ils en ont la tentation, cesser de gémir sur eux-mêmes. Ils peuvent bien mesurer tout ce qui aurait pu être fait, qui ne l'a

pas été, mais aussi ce qui l'a été. Le visage de la France a changé, on le sait peut-être mieux à l'extérieur qu'en France même, mais les Français ont quand même le sentiment de justice et ils savent, premièrement, ce qui a été construit, transformé, innové, la marche vers un nouveau progrès. Ils savent aussi ou ils devinent du moins, ce qu'ils auraient perdu s'ils avaient choisi autrement, raisonnement qui devrait continuer de les inspirer s'ils doivent comparer les mérites de chacun - je ne parle plus des miens, je parle des traditions que nous représentons, des choix fondamentaux, des orientations pour le pays - oui, en comparant on ne peut pas considérer comme véritablement partisans de la réforme ceux qui les ont toutes refusées. En vérité, le langage est un bon moyen pour égarer, mais les faits doivent être examinés comme ils sont. Puisque nous avons commencé par la culture, puisque c'est l'occasion que vous m'avez donnée en m'invitant d'abord à visiter votre ancien hôpital, qui n'a plus rien d'un hôpital, depuis les jeunes enfants aux grandes personnes qui s'associent dans une oeuvre que je crois essentiellement solitaire, pleine de chances d'avenir, une vraie richesse, j'ajouterai : la culture c'est une forme de libération par le savoir. On pourrait occuper le temps dont je dispose à développer cette idée et à elle seule, elle remplirait bien des discours.\

Mais je vous parlerai quand même d'autres choses. Parce qu'il y a l'enseignement de Carmaux, et des hommes qui l'ont symbolisé : Jean-Baptiste Calvignac, 1892, la mine et les mineurs, Jean Jaurès, janvier 1893, bientôt le centenaire, élu député de la circonscription. Voilà les symboles que votre ville apporte à la France et au monde, en raison d'une part du génie de Jean Jaurès qui en fera l'un des hommes "phare" de l'histoire de la pensée française, mais aussi du message qu'il porte, le message du socialisme, qui sera ici ou là, trahi ou trafiqué, dont on emploiera le mot ou le nom indûment mais qui n'en est pas moins l'une des deux ou trois grandes idées qui depuis la première moitié du XIXème siècle occupe l'esprit, entretient le rêve et l'espérance et là où il l'emporte dans une démocratie, marque d'une façon irrécusable et irrémédiable les progrès d'une société. C'est Jaurès qui disait à peu près : sans la République, il n'y a pas de socialisme, ou le socialisme n'a pas d'avenir et c'est vrai. Il faut d'abord servir la République, je veux dire protéger les conquêtes d'un système qui s'est imposé à la France dans une grande tourmente révolutionnaire, mais qui a su, dès les premiers moments, à la déclaration des droits de l'homme si péniblement rédigée et adoptée, trouver par une sorte d'inspiration naturelle les mots et les idéaux qui, non seulement devaient inspirer la France jusqu'à nos jours, après et avec bien des chutes et des contradictions, mais aussi le monde entier. Partout où un homme se lève à l'appel de la liberté, c'est du côté de la France et de la déclaration des droits de l'Homme qu'on se retourne, et dès que l'on veut parfaire la démocratie, la démocratie politique inventée à cette époque, il y a deux cents ans, pour aller vers les conquêtes de la démocratie économique, sociale et culturelle, c'est Jean Jaurès que l'on rencontre et son message que l'on préserve. Je représente aujourd'hui l'ensemble des Français mais cela m'autorise aussi à célébrer les grandes inspirations qui ont modelé la société moderne, et parmi elles au premier rang, se situe le socialisme auquel j'ai moi-même adhéré et qui représente sur cette terre la tradition la mieux ancrée. Combien d'hommes et de femmes ont souffert à la mine, à la verrerie, ont supporté de terribles combats contre une société dominante qui les refusait, qui ne leur accordait que la part congrue de ceux qui apportent leur travail, mais dont on tire le profit. Ces femmes et ces hommes, aujourd'hui ont valeur pour moi d'exemple et de modèle. La vie moderne, les transformations économiques portent avec elles de cruelles lois et l'on sent comme un sentiment d'injustice lorsqu'on doit en tenir compte pour éviter que basculent dans l'échec les expériences économiques dont nous sommes responsables.\

Mais on ne peut pas ne pas éprouver chaque fois comme à Carmaux un sentiment de déchirement lorsqu'il faut décider, et lutter, pour tenter de transposer, de transformer, de substituer, de valoriser une terre encore porteuse de chance, de courage, d'énergie et forte d'intelligence. C'est le travail actuel, et je dois dire que j'ai été assez émerveillé de voir de quelle manière Carmaux réagissait devant les problèmes que posent les temps modernes, la façon dont vous avez abordé la construction de l'Europe telle que je vous l'ai proposée après les accords de Maastricht, car, on ne peut pas séparer aujourd'hui la conquête des libertés, de la construction de

l'Europe. Jaurès a été abattu au moment où la première guerre mondiale avançait au devant de la scène, allait imposer ses tragiques décrets pendant plus de quatre ans avec son cortège de millions et de millions de morts. Il avait annoncé, il avait crié son angoisse, il avait cherché à réconcilier ceux qui n'ont pas voulu l'entendre : l'Allemagne, la France. Comment ne pas rappeler en cet instant que lui-même en appelait déjà avant 1914 à l'amitié, à l'entente entre l'Allemagne démocratique, elle ne l'était pas l'époque, - quelle vision ! - et la France démocratique qui déjà depuis longtemps régnait sur notre pays. La France démocratique, l'Allemagne démocratique, la paix, la sécurité, l'amitié, c'était ça le message d'avant la première de deux guerres mondiales, d'avant l'avènement de la société marxiste-léniniste à l'est, avant que des empires, de sinistres empires n'imposent leurs lois et n'enfoncent leurs traces sanglantes sur le sol de l'Europe. Lui, il avait déjà tout vu et il l'a payé de sa vie. Aujourd'hui, par des temps encore difficiles mais tout de même apaisés, songez à la manière dont s'est effondré sur lui-même un empire qui se disait socialiste, que nous récusons, qui avait voulu s'emparer des valeurs que nous représentons, mais ce n'était pas vrai et les peuples qui dominaient le savaient et il a suffi de peu de temps, très peu de temps, sans guerre, sans coup d'Etat, sans révolution, sans qu'intervienne aucun élément extérieur, pour que cet empire soit dispersé en poussière ne laissant derrière lui que des ruines. Ceux qui s'étaient battus partout, dans le monde, en le payant souvent aussi de leur vie, très souvent, pour dire : ce n'est pas cela le socialisme, sans la république et la démocratie, il n'est pas de socialisme, et, c'est cette vérité qui est la nôtre. Celle qu'ont voulu prôner des Carmausins avec leur cent ans de municipalités socialistes. Ils aiment la liberté et ils savent bien que là où il n'y a pas la liberté, il n'y a pas de socialisme.\

Que de fois m'est-il arrivé de vous dire que, à mon sens, le socialisme, du moins, tel que nous le concevons, doit être une forme supérieure de la liberté, un achèvement supplémentaire et nous nous y sommes efforcés, nous, non sans succès. Prenez le cas de la presse : la presse écrite, peut-être y a-t-il eu des époques où l'on pouvait peser sur elle. Moi, cette époque, je ne l'ai pas vécue mais le grand capital et souvent ses représentants politiques pouvaient aisément faire passer des messages par une presse qui exprimait la volonté de ceux que j'appelais tout à l'heure la société dirigeante, dominante. L'audiovisuel est apparu, les moyens techniques dont il disposait permettaient à un Etat ambitieux de s'emparer des principales sources de l'information & non seulement nous ne l'avons pas fait mais nous avons apporté les garanties qui convenaient pour que fut respectée la liberté d'expression, étant entendu que cette liberté si on y manque ici ou là, c'est pour répondre à d'autres impératifs que les nôtres. Nous en avons fini avec le monopole d'Etat. Il y avait un système de télévision, même de radio-télévision & de nos décisions sont nées les chaînes et les postes de radio que vous connaissez, plusieurs chaînes autant qu'il est possible sur le territoire de notre pays et dans l'espace hertzien dont nous disposons, mais des milliers - au point de départ - de radios, de radios libres loin de toutes censures, de toutes interventions & désormais chacun peut écrire ce qu'il veut, il ne sera jamais sanctionné que s'il manque au respect de l'autre et ce n'est pas le pouvoir politique qui en serait juge mais soit le pouvoir du lecteur ou de l'auditeur libre de changer lui-même d'écoute ou bien de ceux qui a la tête de ces entreprises connaîtraient le désaveu public, mais l'Etat n'est désormais plus responsable et tient à affirmer hautement le droit des citoyens à la liberté de l'information. Mais, comme c'est fait, on ne le remarque plus & comme c'est acquis, on peut se demander si ce n'est pas Vercingétorix qui l'avait décidé ! Tout ce qui sort des mois qui précèdent sort de la mémoire et le mérite en est réparti sur les générations précédentes, y compris sur celles qui auraient combattu ce type de liberté. Oui, je suis orgueilleux pour la France de voir que désormais depuis déjà pas mal d'années, l'information est intégralement libre des interventions du pouvoir politique, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit libre de toute autre forme d'influence. Seulement, on ne peut pas se contenter de désirer, assurer le progrès de la culture, parfaire la liberté, dans tous les domaines auxquels nous nous sommes attaqués : le droit de la femme, le droit de l'enfant, l'égalité profonde des citoyens entre eux, la liberté conférée aux collectivités locales par la décentralisation, cette décentralisation qu'on nous jette parfois à la figure parce qu'elle comporte des imperfections, mais je m'étonne toujours lorsque je vois le visage de ceux qui nous en font le reproche et qui unanimement ont voté contre le pouvoir accordé aux collectivités locales aux

reproche et qui unanimement ont voté contre le pouvoir accordé aux collectivités locales, aux régions, aux départements, aux communes.\

Car notre notion du pouvoir, c'est qu'il faut des contre-pouvoirs. Il ne faut jamais accepter qu'un seul ou quelques-uns, une faction, une fraction, un parti, soient à eux seuls maîtres de tous les leviers de commandes. Le multipartisme est nécessaire à la diversité des modes d'expression. Et je puis dire hautement, en ce jour à Carmaux que si nous avons poussé plus loin les libertés, nul ne peut nous faire le reproche d'y avoir jamais manqué. Mais c'est vrai que la liberté paraît si naturelle qu'on finit par ne plus savoir, alors qu'en vérité, que de fois l'ai-je dit également, elle n'existe pas à l'état naturel : la liberté, il faut toujours la conquérir et si on n'y veille pas de très près, il y a danger. Et la paix de Jaurès, le Traité de l'Union européenne, le débat sur Maastricht - nom difficile à prononcer qui porte bien la marque de l'Europe car après tout Maastricht fut française au temps de Louis XIV - mais c'est porteur de quels messages ? Est-ce que oui ou non les pays d'Europe qui se sont déchirés, meurtris, ensanglantés, encore tant de millions et de millions de morts entre 1939 et 1945, et toutes ces disputes et ces querelles, entretenues par les plus grandes puissances qui tiraient le plus grand avantage de la mort de l'Europe, cette Europe-là, démocratique et pacifique, nous sommes en train de la construire ? C'est rude, ce n'est pas facile, mais connaissez-vous quelque chose de facile, dès qu'il s'agit de modeler la société des hommes ? Des contestations ? N'avez-vous jamais entrepris quelque chose qui ne soit contesté ? Je me flatterais plutôt d'être à la tête d'un pays où les uns et les autres, sans mêler leurs voix, expriment des idées différentes quand elles ne sont pas contraires dès lors que les uns et les autres s'inclinent ensuite, en fin de compte derrière la décision qui tient au suffrage universel.\

Mais c'est vrai que le socialisme - et je ne suis pas venu faire un exposé didactique sur le socialisme, ce n'est pas mon rôle, je tiens simplement à célébrer cet immense pan de civilisation qu'a représenté pour la France le socialisme démocratique - c'est vrai qu'il ne serait pas compréhensible sans progrès social. Les progrès sociaux ont été également importants mais pas suffisants, ce n'est jamais suffisant, surtout dans une période de crise ou de récession où on sait bien que ni Carmaux, ni Paris, ne peuvent à eux seuls décider de ce qu'il convient de faire. Nous sommes interdépendants des décisions qui se prennent à Washington, à Bonn ou à Londres, comme ils sont interdépendants par rapport à Carmaux, par rapport à Paris, et cette crise qui nous frappe, qui freine nos efforts, qui ralentit notre action, qui ne nous fait pas abandonner la volonté d'agir ou de réussir, cette crise, elle a frappé très durement et combien de Français en ont souffert qui s'étonnent et qui se disent : comment ? pourquoi ? Nous avons cherché à faire que pas un Français ne soit abandonné sur le bord de la route.

- Les lois qui ont été adoptées le permettent : c'est un exemple offert à l'Europe tout entière et toutes nos structures de sécurité, de sécurité sociale ne restent pas moins aujourd'hui un modèle de ce que représente un état social avancé. Nous n'avons pas apporté toujours ce qu'il eût fallu apporter mais nous n'avons rien retiré à l'héritage reçu. En vérité, je répète parce que j'y crois profondément que l'ensemble des démocrates, des socialistes français, de ceux qui aiment d'abord la République devraient avoir confiance en eux. Il suffit pour ça d'avoir confiance en notre peuple, d'avoir confiance en notre France, de savoir de quoi ils sont capables pour peu qu'on sache s'en expliquer, pour peu qu'on sache entraîner, convaincre, pour peu qu'on témoigne par son engagement personnel et par ses convictions. Mais j'aperçois pourtant ces désarrois, ces anxiétés, ces doutes. On n'est pas encore habitué, après plus de onze ans à considérer que ceux qui ont pour vocation de gouverner je veux dire ceux qui ont toujours dirigé, qui disposent des moyens, des puissances, de l'argent, ceux qu'on est habitué à voir régner en France, on ne s'est pas encore habitué au fond, du côté du peuple que nous représentons, à considérer que nous étions en mesure de faire franchir un pas décisif à la société française.\

Vous êtes là, mesdames et messieurs venus nombreux dans cette salle, vous êtes venus, j'imagine, pas un sentiment puissant, non pas celui de venir me voir, me rencontrer, même si parmi vous, j'ai de nombreux amis mais parce que c'était Carmaux, parce que c'était Calvignac, parce que c'était Jaurès et parce que vous êtes tous ou presque tous solidaires de ce qui a été accompli dans cette ville par ces hommes, par ce qu'ils représentent, par ce qu'ils symbolisent, par le choix qu'ils ont fait et qui est le nôtre en face d'une société qui préfère trop souvent

l'égoïsme ou le privilège au partage. Je ne lance pas de campagne électorale, c'est le hasard qui veut que je sois aujourd'hui parmi vous, j'y serais de toute façon revenu. Ce n'est pas mon rôle mais j'aime mieux parler, je l'avoue à des hommes et à des femmes qui ont partagé ma route, je préfère leur parler qu'aux autres, ce sont mes compagnons de voyage et mes compagnons de vie et la vie, ça va vite, on le sait bien. On le mesure davantage à mesure qu'on avance. Des compagnons d'action, des compagnons de vie, ils sont nombreux, monsieur le maire et vous en êtes, à Carmaux et dans ce département. On a envie tout naturellement de se confier à eux, ils ont aussi traversé tant de peine avec le drame de la mine qu'ils viennent de vivre. J'observe avec attention les conversions possibles, on y travaille, ils voient se créer des emplois, ils voient l'école des mines s'installer, ils voient bien que là est l'avenir, qu'autour de ces écoles fleuriront les entreprises, et que ceux qui auront été formés ici porteront plus loin le message de Carmaux. Mais ça ne suffit pas, ils ont besoin encore d'autre chose. A qui confieront-ils leur destin. On nous dit bien que c'est déjà fait mais moi, je m'y refuse. Rien n'est jamais accompli d'avance. La réflexion et la volonté peuvent permettre au peuple français de savoir où se trouve et son intérêt et son idéal. Il est capable de faire beaucoup de choses et beaucoup de grandes choses. Telle est ma conviction et je ne pense pas que les grandes choses puissent naître des actions de retardement. Ce n'est pas avec un coup de frein que l'on fera marcher la machine. Le frein cela rassure, c'est vrai, quand on a l'impression qu'on "danse" sur la route, mais ce n'est pas le cas. Au bout de la route, il y a un fossé, qu'on se rassure, ce ne sont que des images ! Mais en tout cas, le frein cela fait déraper mais aussi quelquefois cela peut produire un effet dangereux et, de toute manière, quand on s'arrête - ce sont des évidences de La Palice - on n'avance pas.\

J'en vois tant et tant qui rêvent de s'immobiliser quand ils ne rêvent pas de revenir en arrière. Je me souviens d'une époque assez récente où le premier soin d'un gouvernement, issu du suffrage universel - donc que j'ai désigné comme je devais le faire - a été de rayer l'impôt sur les grandes fortunes & je pense que cela ne devait pas le gêner beaucoup, mais quand même il l'a fait, parce qu'il fallait revenir en arrière, il fallait rompre avec cette tentative, à la fois symbolique et réelle, de travailler à un peu plus d'égalité devant l'impôt. Le monde a d'abord pensé à cela, les Calvignac et les Jaurès en avaient trop fait. Il ne faut pas que cela recommence ! Ils en ont trop fait trembler dans leurs intérêts et encore sans violence. C'est vrai qu'on n'a pas connu beaucoup d'époques en France où le choix du peuple s'est porté vers les défenseurs que nous sommes du progrès, parce que nous représentons une société intéressante, vivante, que nous aimons aussi, mais qui a un goût immodéré du modéré. Il faut donc que nous sachions expliquer, dire, faire comprendre. Que d'événements au cours de ces dernières années et de ces derniers mois, ces derniers jours, que j'aimerais faire percevoir davantage aux Français et tout se perd dans une sorte de confusion due au fait que l'information est si riche et si multiple qu'on ne peut pas s'y reconnaître et que tout exposé didactique peut apparaître ennuyeux et la réflexion apparaît aussi comme preuve de l'ennui à quiconque organise son travail sur ce monstre froid qui s'appelle l'audimat. C'est l'audimat, mesdames et messieurs, qui gouverne la France ! Vous pensiez que c'était moi ? Eh bien ! souvent, je pense que mon rival, l'audimat, est plus fort que moi, est plus fort que le gouvernement. Il a beaucoup de fidèles, l'audimat cela représente aussi quand même, au bout du compte, de l'argent qui rentre, donc de la puissance et nous, nous n'avons pas cela. Nous avons autre chose, nous avons l'héritage de Carmaux. Bien au-delà des frontières du socialisme français inspiré par l'exemple de Carmaux, il est des millions de femmes et d'hommes qui s'inspirent eux-mêmes d'idéaux de justice, qui ne partagent pas cette explication de la société mais qui aiment la justice et qui veulent la servir, qui ont de la générosité au coeur, qui n'aiment pas cette dispute permanente entre les Français, qui voudraient les réconcilier et beaucoup, parmi ceux qui votent aujourd'hui contre l'actuelle majorité, partagent ce sentiment. Mais ce sont eux qui, malheureusement, sont parfois emportés vers des rivages qu'ils n'aiment pas par le fait de la violence du langage, si ce n'est pas la violence de l'action, qui finit par ressembler à une démagogie rassurante et on n'aime pas toujours résister au courant du moment. En vérité, bien au-delà de l'école de pensée que vous représentez ici depuis cent ans, bien au-delà sont nombreux les Français qui aiment la justice, la vérité, la paix et le progrès. Simplement, il faut

savoir se faire comprendre d'eux et, si l'on répond à leur attente par une parole qui se voudrait intransigeante ou sectaire, comment voulez-vous qu'ils puissent penser qu'ils ne sont ni exclus ni rejetés ? On voudrait voir un peu s'ouvrir les coeurs et les bras, qu'on soit un peu plus conviviaux, qu'il y ait plus de fraternité et, je crois me souvenir soudain que fraternité est le troisième thème retenu par la République dans sa devise qui figure sur le fronton des bâtiments publics.

Honnêtement, c'est le plus oublié, même si les autres ne sont pas toujours bien servis.\

J'éprouve une sorte de joie, mesdames et messieurs, à vous retrouver. Les chemins que je dois suivre - dans le cadre de mes fonctions - sont tels qu'il ne m'est pas aisé de repasser par les chemins que j'aime. Puisque j'ai cette chance, ce soir, j'en use, et j'espère que vous me comprendrez. Cela me porte à chanter la louange de ce que j'aime et de ce que j'ai voulu servir, de ce en quoi je continue de croire, en regrettant bien souvent cette sorte de fermeture de l'esprit sur les réalités nouvelles qui apparaissent chaque jour, ici même à Carmaux, quand on voit les photographies ou les plans de "La découverte", lorsque l'on voit ce vieux pays minier où l'on a charrié tant de charbon et tant de terre, où l'on a creusé et approfondi le sol. J'ai remarqué un texte à la bibliothèque sur lequel Jaurès chantait l'harmonie des blés à la moisson avec la couleur du charbon. Dans ce pays qui a été dur pour beaucoup, le regard ne s'est pas assez porté quand même sur l'horizon, sur les nécessités de l'harmonie entre l'homme et la nature, bref sur la protection de ce qu'on appelle aujourd'hui l'environnement. Mais qu'est-ce que cela veut dire l'environnement ? Je ne dis pas ça pour le critiquer, il y a même un ministère de l'environnement dans le gouvernement actuel, je veux dire simplement que lorsqu'on parle d'environnement, on a toujours tendance à croire que c'est extérieur à l'homme, alors que l'homme, c'est la nature même, et que son développement est strictement associé à ce qui l'entoure. Il en est, il en fait partie, il est son propre environnement, il sera bien portant, ou souffrant, espérant ou malheureux, il sera à l'aise ou constamment gêné, selon ce qu'il aura sous les yeux, la beauté ou la laideur, l'air pur ou corrompu, l'eau qui court semblable à celle qui vient de sa source ou bien qui a rencontré au passage toutes les impuretés du monde industriel ou chimique. C'est la vie de l'homme même, et je pense que tout cela n'a pas été pris suffisamment en compte au moment où il le fallait, car le rôle des hommes qui se déclarent d'ici, de Jaurès, c'est de ne jamais être en retard, non pas d'une idée, mais d'une constatation ou de la connaissance d'une vérité associée au développement du progrès matériel lequel n'est pas toujours et loin de là, source de progrès esthétique ou moral.\

Oui, je souhaite que ce socialiste, Jaurès, qui en appelait à l'amitié avec l'Allemagne, qui croyait à la capacité d'union du prolétariat dans le monde, que ce Jaurès qui respirait la générosité et l'ardeur, je voudrais qu'il soit, lui aussi, mieux compris par tous et admis comme un citoyen français, que l'on peut et que l'on doit aimer parce qu'il aime les autres, et la vie et le travail, et parce qu'il les respecte. Et j'éprouve toujours ce malaise lorsque je vois, ici ou là, dans un camp ou dans l'autre, dominer la colère ou l'invective. Je ne veux pas faire de "prechi-precha", mais nous avons l'exemple aujourd'hui dans le développement de ces haines tribales : que les institutions fonctionnent, je l'ai dit moi-même, l'autre lundi, à la nation, par les voies de la télévision. Même si cela déplaît au bénéfice d'institutions mal équilibrées et trop politiques pour être justes, mais que les institutions fonctionnent si on veut les changer. Il faut d'abord respecter la loi, mais ce n'est pas pour que chacun donne libre cours à l'assouvissement de rancunes, pour que chacun ait envie de recommencer sa petite affaire Dreyfus. La France en a suffisamment souffert, les familles se sont déchirées, veut-on recommencer en prétendant servir la justice sereine, celle de la République, au moyen d'actes d'accusation qui ne sont ni supportables, ni acceptables, non seulement pour d'honnêtes gens mais pour ceux aussi qui aiment le droit et qui savent que nul n'est coupable tant qu'on n'a pas démontré qu'il l'était, que chacun est présumé innocent, surtout si cela va de soi. Ce n'est pas simplement l'approche d'élections qui incitent à hausser le ton jusqu'à la violence, jusqu'à l'injustice, jusqu'au déni de justice, c'est aussi parce que c'est une part de notre tempérament. L'approche des élections peut encore aggraver cette tendance. Je demande alors aux Français de bien vouloir y réfléchir, je ne crois pas qu'il soit bon pour eux de revenir en arrière, mais je ne crois pas non plus qu'il soit bon pour eux de différer d'aller de l'avant en partant avec eux la colère, l'amertume et le refus de l'union des Français.\

à aller de l'avant en portant avec eux la colère, l'amertume et le refus de l'union des Français.\

Je crois exercer mon rôle en vous disant cela, je puise sur cette terre et dans des exemples de l'histoire qu'elle nous propose, je puise courage et espérance. Vous savez, les libertés sont toujours menacées, les droits de l'homme sont toujours remis en question, les passions humaines nous habitent toujours, nous pouvons y céder les uns, les autres, rien n'est jamais écrit. Voyez ce qui s'est passé au cours de ces deux derniers siècles avec les aller et retour de la liberté, de telle sorte qu'il faut être vigilant, vigilant mais confiant, et comment ne serais-je pas confiant au bout du compte lorsque je vois cette permanence, cette fermeté de caractère et de conviction, là dans cette petite ville, cette correspondance entre les citoyens et leurs élus, ce qu'on appelle - c'est d'ailleurs une erreur - "la classe politique". Elle n'est pas séparée du peuple, la preuve, et trop souvent, ailleurs, elle l'est, pour de multiples raisons : un langage qu'on ne comprend plus, des habitudes de vie et de comportement, un isolement dans ce qui peut apparaître comme des privilèges. Un élu du peuple n'est pas la reproduction du seigneur des anciens temps, tout de même ! Je ne pense pas que l'instituteur Goulesque qui a été élu maire illustre cette formule. Il y a beaucoup de Goulesque en France, heureusement, il y a beaucoup de ces gens un peu partout qui ne cherchent pas à devenir célèbres, qui ne sont même pas candidats à la présidence de la République, et qui cependant représentent et portent avec eux la plus grande tradition française : la République, le socialisme, la liberté, la dignité, le travail, le progrès, ils ont sûrement des défauts, moi je ne les connais pas. Mais il y a des vertus auxquelles il faut rester fidèle et ces vertus, elles sont là, et ce sont les vertus de la République, et la République, je ne sais pas comment vous dire, ce serait surprenant que je ne l'éprouve pas à la place qui est la mienne, mais elle est en moi comme est la France, cela fait partie de mes cellules, j'y suis incorporé comme chacun d'entre vous, citoyennes, citoyens, qui vivez la vie de notre peuple. On ne peut pas nous séparer, les faveurs populaires peuvent changer, on ne nous arrachera jamais cela, et nous continuerons de lutter autant que cela nous sera permis, pour le savoir, pour la liberté, pour le progrès et pour la paix. Où que nous soyons, nul ne pourra nous l'interdire. Un combat politique, c'est un bon combat lorsqu'il reste fidèle à lui-même, le succès et l'échec sont presque indifférents, l'essentiel, c'est de garder la ligne, et l'accord avec sa conscience. Carmaux, merci, et Carmausins nombreux dans cette salle, merci également d'être venus au rendez-vous. J'ai pour vous un extrême respect. On dit souvent que j'aime les symboles & vous êtes un symbole, j'aime la continuité, vous êtes la continuité, j'aime l'idéal concret, vous êtes incarnation d'un idéal, fidélité à cette terre, à ce qu'elle produit, fidélité aussi au changement nécessaire & voilà, je le répète, bien des vertus auprès desquelles il est bon de se retremper. Lorsque je vous aurai quitté dans quelques minutes, j'aurai le sentiment d'avoir retrouvé, comme cela m'arrive de temps à autre, au détour du chemin ici ou là, la France qui est la mienne et à laquelle je crois. Des mots tout simples : liberté, égalité, fraternité, des mots tout simples comme : Vive la République et Vive la France, ce sont des mots vivants dans cette salle et à Carmaux et depuis si longtemps que j'ai bien envie de vous dire "merci" pour conclure. En effet merci, mesdames et messieurs.\